



RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

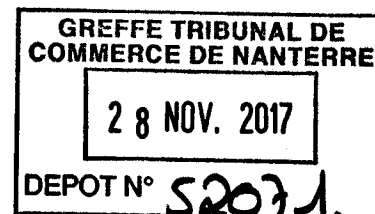
Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1997 B 05059

Numéro SIREN : 414 119 735

Nom ou dénomination : AYMING

Ce dépôt a été enregistré le 28/11/2017 sous le numéro de dépôt 52071



Ayming
(Anciennement Alma Consulting Group)
Exercice clos le 31 décembre 2015

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres



Ayming (Anciennement Alma Consulting Group)

Exercice clos le 31 décembre 2015

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Ayming, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Variation des capitaux propres » du paragraphe « Autres informations » de l'annexe concernant le changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation des engagements de retraite de la société Lowendalmasaï.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et méthodes comptables

- La note « Chiffre d'affaires » de la section « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les différentes modalités de reconnaissance du revenu. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables utilisées, nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

- Les notes « Immobilisations incorporelles » de la section « Règles et méthodes comptables » et « Immobilisations incorporelles » de la section « Autres informations » de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des fonds de commerce, selon lesquelles votre société peut être amenée à constater une provision pour dépréciation exceptionnelle des fonds de commerce afin de ramener ces derniers à leur valeur actuelle en cas de perte de valeur. Nos travaux ont consisté à revoir les éléments préparés par la direction de votre société et les hypothèses retenues justifiant la comptabilisation d'une dépréciation exceptionnelle complémentaire des fonds de commerce au 31 décembre 2015. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.
- Les notes « Immobilisations financières » de la section « Règles et méthodes comptables » et « Immobilisations financières » de la section « Autres informations » de l'annexe exposent les modalités selon lesquelles votre société peut être amenée à constituer des provisions pour dépréciation sur ses titres de participation pour la différence entre la valeur d'inventaire et la valeur d'acquisition. Nos travaux ont consisté à apprécier l'approche retenue par votre société pour estimer la valeur d'inventaire et à mettre en œuvre des tests pour vérifier la correcte application de cette approche. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.
- La note « Clients et comptes rattachés » de la section « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des créances d'exploitation. Votre société évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par votre société pour identifier et évaluer les risques. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.
- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et charges tels que décrits dans la note « Provisions pour risques et charges » de la section « Règles et méthodes comptables » de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer ces risques. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris-La Défense, le 28 avril 2016

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



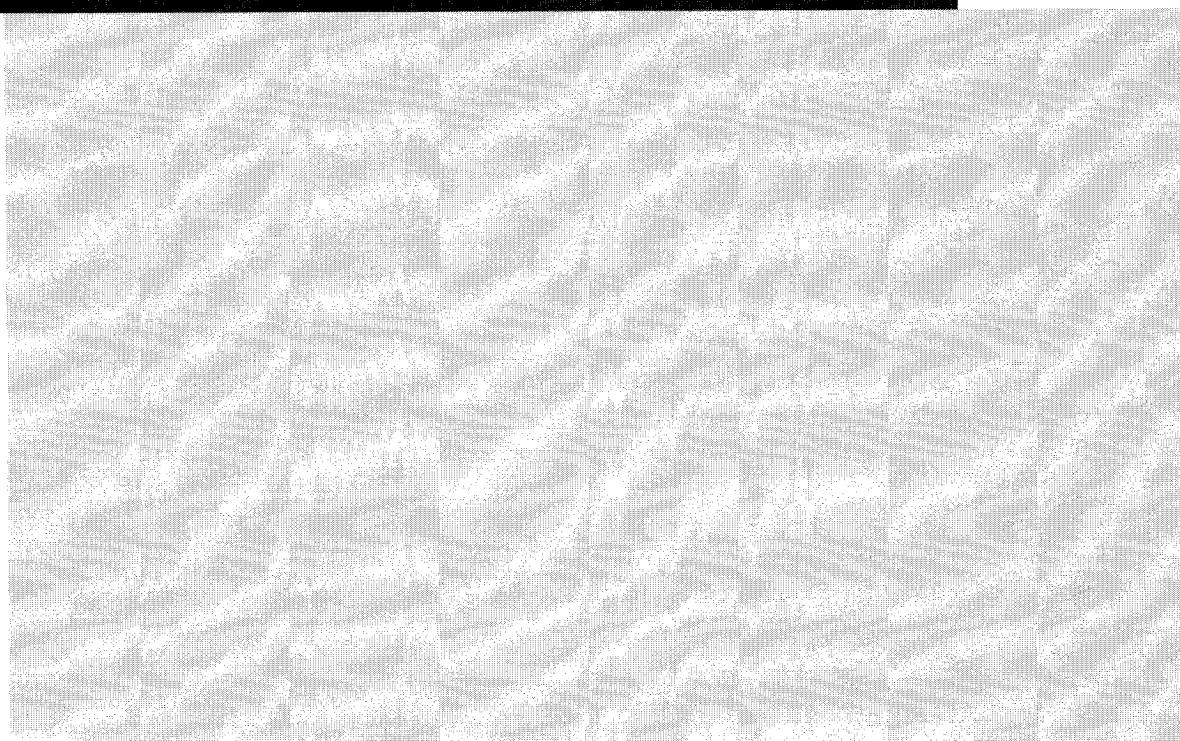
Any Antola

AYMING

12 rue Sarah Bernhardt

92600 ASNIERES-SUR-SEINE

Comptes au 31/12/2015



Comptes annuels

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2015	31/12/2014
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	7 872 287	4 493 791	3 378 496	1 921 343
Fonds commercial	113 696 134	113 696 134		
Autres immobilisations incorporelles	53 913	53 913		2 261 714
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	1 820		1 820	1 819
Autres immobilisations corporelles	11 574 260	8 551 411	3 022 849	3 867 049
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	95 915 858	73 795 846	22 120 013	21 233 132
Créances rattachées à des participations	25 000	25 000		
Autres titres immobilisés				
Prêts	15 668		15 668	2 168
Autres immobilisations financières	1 422 790	137 291	1 285 499	1 253 367
ACTIF IMMOBILISE	230 577 731	200 753 386	29 824 345	30 540 595
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services	2 143 111		2 143 111	2 162 894
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	51 024		51 024	779 208
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	103 591 726	26 713 774	76 877 952	89 469 922
Autres créances	26 601 866	4 096 973	22 504 893	17 575 530
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	13 545 389		13 545 389	16 152 983
(dont actions propres :)				
Disponibilités	14 948 690		14 948 690	18 809 884
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 393 003		1 393 003	2 508 442
ACTIF CIRCULANT	162 274 810	30 810 748	131 464 063	147 458 866
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	392 852 541	231 564 134	161 288 407	177 999 461

Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2015	31/12/2014
Capital social ou individuel (dont versé : 70 584 913)	70 584 913	69 687 378
Primes d'émission, de fusion, d'apport	53 815	53 815
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	6 968 738	6 968 738
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	80 374	
Report à nouveau	1 375 518	-6 018 160
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-38 665 364	8 852 018
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	106 049	
CAPITAUX PROPRES	40 504 043	79 543 790
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	35 422 704	22 129 989
Provisions pour charges	3 265 195	3 841 412
PROVISIONS	38 687 900	25 971 401
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		7 104
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	53 782	53 782
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	917 586	5 636 422
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 398 193	11 355 280
Dettes fiscales et sociales	39 977 297	42 337 319
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 218 764	
Autres dettes	24 925 852	12 443 070
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	604 990	651 289
DETTES	82 096 464	72 484 268
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	161 288 407	177 999 461

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2015	31/12/2014
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	101 021 902	45 957	101 067 859	120 745 895
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	101 021 902	45 957	101 067 859	120 745 895
Production stockée			-19 783	-22 109
Production immobilisée			23 552	508 789
Subventions d'exploitation			538 412	819 750
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			14 663 957	14 115 412
Autres produits			8 176	1 064
PRODUITS D'EXPLOITATION			116 282 174	136 168 802
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			3 153 992	4 037 134
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			37 905 323	39 344 347
Impôts, taxes et versements assimilés			2 934 353	3 228 764
Salaires et traitements			40 119 437	42 868 221
Charges sociales			18 489 849	19 323 863
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 830 678	2 853 484
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			6 826 910	9 425 374
Dotations aux provisions			4 600 261	8 017 698
Autres charges			2 108 910	1 235 717
CHARGES D'EXPLOITATION			118 969 714	130 334 605
RESULTAT D'EXPLOITATION			-2 687 540	5 834 196
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			3 907 503	8 474 508
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			36 625	172 673
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			2 428 200	5 302 005
Différences positives de change			208 685	119 395
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			36 981	115 636
PRODUITS FINANCIERS			6 617 994	14 184 219
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			4 270 802	7 548 487
Intérêts et charges assimilées			66 345	71 208
Différences négatives de change			69 403	12 153
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			4 406 550	7 631 849
RESULTAT FINANCIER			2 211 444	6 552 369
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-476 096	12 386 566

FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Acquisition de Lowendal Développement

Le 5 mars 2015, la société Alma Consulting Group a acquis 100% des actions de Lowendal Développement au prix total de 17 082 K€.

Cette acquisition a été réalisée en numéraire. 17,1 M€ ont été payés en 2015, 1,5 M€ en mars 2016 et 1,7 M€ le seront en 2017.

De manière concomitante, Alma Consulting Group a procédé au remboursement de la dette bancaire du groupe Lowendal à hauteur de 12.2 M€ (dont 0.4 M€ d'intérêts dus).

La société Lowendal Développement détenait 100% de titres des sociétés Lowendalmasaï, Lowendalmasaï Bénélux, Lowendalmasaï Deutschland, Lowendalmasaï Espana, Lowendalmasaï Italia, Lowendalmasaï KK, Lowendalmasaï UK et Lowendalmasaï Business Consulting.

Dans le cadre d'une volonté de simplification de l'organigramme du groupe, la société Lowendal Développement a été absorbée par voie de fusion simplifiée par Alma Consulting Group en date du 27 juillet 2015 avec effet rétroactif comptable au 1er janvier 2015.

Les comités d'entreprise des sociétés Alma Consulting Group et Lowendalmasaï ont en date du 24 juillet 2015 rendu leur avis sur le projet de transmission universelle de patrimoine (TUP) de Lowendalmasaï à Alma Consulting Group.

Suite à ces avis, Alma Consulting Group a décidé le 31 août 2015 de procéder à la dissolution de Lowendalmasaï sans liquidation afin d'entraîner la transmission universelle de patrimoine avec rétroactivité fiscale au 1er janvier 2015, qui a été définitivement réalisée le 1er octobre 2015 en l'absence d'opposition des créanciers dans un délai de 30 jours.

Suite à la fusion avec Lowendal Développement et à la TUP avec Lowendalmasaï, les comptes d'Ayming (anciennement Alma Consulting Group) de l'exercice 2015 ne sont pas comparables à ceux de 2014 puisqu'ils contiennent l'activité et les flux de Lowendal Développement depuis le 1er janvier 2015 et ceux de Lowendalmasaï à partir du 1er octobre 2015. Le compte de résultat au 31 décembre 2015 intègre les 3 mois de charges et de chiffres d'affaire tandis que les soldes bilantiels ont été mouvementés sur la base des comptes de Lowendalmasaï au 30 septembre 2015 ; ce qui a pour conséquence d'avoir des dotations et des reprises qui ne sont pas équivalentes aux variations de bilan. Pour LD, nous avons l'intégralité des écritures. Ainsi, les dotations pour risques et charges sont présentées en page 20 incluant 6, 69 M€ d'apports lié à la TUP.

Les dépréciations sur titres et fonds commerciaux liées à la TUP s'élèvent à 22.08 M€.

Plan de sauvegarde de l'emploi

Un plan de sauvegarde de l'emploi a été présenté aux représentants du personnel des sociétés Alma Consulting Group et Lowendalmasaï le 29 mai 2015.

Un accord collectif majoritaire a été signé le 8 octobre 2015 avec les Organisations Syndicales représentatives d'Alma Consulting Group relatif au projet de licenciement collectif pour motif économique et comprenant un Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Cet accord a été validé par la DIRECCTE le 27 octobre 2015.

Ce plan prévoit la suppression de 248 postes de travail (incluant 52 postes vacants), la modification pour motif économique de 10 postes et la création de 61 postes dans le cadre du projet de transformation.

Les coûts inhérents au Plan ont été comptabilisés en charges exceptionnelles pour 2, 7 M€ (pour les coûts déjà engagés) et en dotation exceptionnelle aux provisions pour risques et charges pour 8, 4 M€, une provision de 2.4 M€ ayant été apportée par Lowendalmasaï lors de la TUP .

Dividendes reçus

La société ALMA CONSULTING GROUP a comptabilisé en 2015 des dividendes pour un montant de 3 888 084 € se répartissant comme suit :

Société versante	Date de la décision	Montant	Versés
CFC EXPERT	18/05/2015	2 788 299	Oui
ALMA BELGIUM	01/06/2015	399 785	Oui
CEGAPE	18/05/2015	700 000	Oui
TOTAL		3 888 084	

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Dans le cadre du projet New Life, la présidence a décidé de modifier la marque du nouveau Groupe issu du rapprochement entre le Groupe Alma et le Groupe Lowendalmasaï opéré en mars 2015.

De ce fait, le nouveau Groupe est devenu le Groupe Ayming suivant communication faite en février 2016. Ainsi, et suivant décisions de l'Assemblée Générale en date du 19 février 2016, la société Alma Consulting Group a changé sa dénomination sociale en "AYMING".

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Code de Commerce R. 123-180 et Plan Comptable Général art. 531-1§1)

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les logiciels acquis sont amortis selon le mode linéaire sur un an.

Les fonds de commerce ont été apportés dans le cadre de fusions absorption. Ils ne sont pas amortis. La valeur actuelle des fonds de commerce fait l'objet au moins annuellement d'un examen et lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être survenue. De tels événements ou circonstances comprennent des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus à la date de l'acquisition.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable de l'activité et sa valeur actuelle. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

La valeur vénale est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente du fonds de commerce lors d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché. Cette estimation est valorisée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières. La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages futurs attendus de la société, calculée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, le fonds de commerce fait l'objet d'une provision pour dépréciation afin de ramener sa valeur comptable à sa valeur actuelle.

Les frais de recherche et développement engagés par les sociétés du groupe sont comptabilisés en charges.

Les coûts de production immobilisés au titre de la mise en place de l'ERP Groupe dans le cadre du projet de Rationalisation du Système d'Information d'Alma (RA.SIA) comprennent les coûts de main d'œuvre dédiés et de sous-traitance bien identifiés. La durée de l'amortissement est de 4 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les frais d'entretien et de réparations sont constatés en charge de la période.

Les amortissements sont calculés sur le mode linéaire sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

Matériel de bureau et informatique : linéaire sur 3 à 5 ans.

Mobilier de bureau : linéaire sur 5 à 8 ans.

Agencements, installations : linéaire sur 5 à 10 ans.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de titres de participation, prêts, et dépôts et cautionnements, comptabilisés à leur valeur historique.

La valeur brute des participations et des autres titres est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute des titres et des créances rattachées, une provision pour dépréciation de ces actifs est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire correspond à la valeur des avantages futurs attendus calculée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés pour les sociétés acquises. La valeur d'inventaire des titres de participation fait l'objet au moins annuellement d'un examen afin de s'assurer qu'il n'existe pas de perte de valeur. Pour les sociétés créées elle est déterminée selon sa situation nette. Si la situation nette est négative, une provision est constituée à hauteur du montant de la créance rattachée et au delà en provision pour risques et charges.

Clients et comptes rattachés

Alma Consulting Group commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. La société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Encours

Les encours correspondent aux missions non facturées pour lesquelles un dossier a été déposé auprès des organismes sociaux. Les prestations en cours sont valorisées au taux horaire des collaborateurs affectés à la réalisation de la prestation.

Valeurs mobilières de placement

La société considère comme valeurs mobilières de placement les titres ayant une échéance de 3 mois au plus à l'origine et ne présentant pas de risque significatif de taux.

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titres d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois, ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

Créances et dettes en devises

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont converties au taux en vigueur au 31 décembre 2015. Les différences résultant de cette évaluation sont inscrites en écart de conversion actif ou passif. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision pour risques.

Frais d'émission d'emprunts

Les frais d'émission d'emprunt sont comptabilisés en charge.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé de ventes de prestations de conseil. Les prestations sont rémunérées sur la base d'une quote-part de l'économie réalisée par le client. Les services proposés par le groupe touchent les domaines d'activité suivants:

Activité " innovation et Taxes "

- Ø **Activité "Fiscal"** : le chiffre d'affaires issu de la vente de prestations est reconnu à la date d'acceptation du dégrèvement de la part de l'administration fiscale dans une décision intervenue avant la date de clôture de l'exercice et notifiée à Alma Consulting Group au plus tard dans les 30 jours suivants ladite date de clôture de l'exercice.
- Ø **Activité "Crédit d'impôts"** : le chiffre d'affaires issu de la vente de prestations d'obtention de crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt formation est reconnu pour sa totalité lors de la remise de la déclaration de crédit d'impôt à l'administration fiscale.

Activité " performances RH "

- Ø **Activité "Réduction des coûts sociaux"** : le chiffre d'affaires est reconnu dès la réalisation des premières économies par le client et sur la base des masses salariales de l'année précédente et de l'année en cours. Les économies basées sur les masses salariales futures sont reconnues au cours des exercices suivants.
- Ø Aucun encours n'est constaté pour ce type de mission. En effet, soit le client a décidé de la mise en place des préconisations et les prestations sont comptabilisées en chiffre d'affaires; soit le client n'a pas encore décidé de la mise en place des préconisations et les dépenses engagées sont considérées comme des dépenses de prospection commerciale et sont donc passées en charges.
- Ø **Activité "Réduction du taux d'accident du travail"** : le chiffre d'affaires est reconnu sur la base des économies acceptées par l'administration dans une décision intervenue avant la date de clôture de l'exercice et notifiée à Alma Consulting Group au plus tard dans les 30 jours suivant ladite date de clôture de l'exercice.

Activité " Grant Solution "

- Ø **Les subventions européennes** sont reconnues à la date d'acceptation de la subvention par l'Union Européenne. Ces subventions ne sont plus comptabilisées en chiffre d'affaires depuis 2011, elles apparaissent en « Autres produits d'exploitation ».
- Ø **L'activité « Développement durable »** : consiste en l'achat et vente (courtage) de Certificats d'Economie d'Energie: Le chiffre d'affaires est reconnu lors du transfert de propriété du certificat.

Activité " Achat "

Cette activité correspond à du conseil opérationnel en réduction de coûts de télécommunications, de fluides, de flotte automobile, d'intérim et de nettoyage de ses clients, à travers essentiellement la renégociation des contrats du client avec ses fournisseurs existants ou avec de nouveaux fournisseurs en France.

Les honoraires sont la plupart du temps intégralement indexés sur les économies mesurées résultant de la mission. Ils sont facturés en général en trois fois :

- ü un acompte indexé sur les économies estimées à la remise du rapport de conclusion.
- ü un 2^{ème} acompte du même montant 6 mois après
- ü le solde 18 mois après la remise du rapport de conclusion. Le montant est déterminé sur la base des économies réellement constatées au titre de la période écoulée (déduction faites des deux 1ères facturations).

Lorsqu' à la date de clôture, l'audit d'une mission est en cours, des en-cours sont valorisés au coût de production égal au coût journalier forfaitairement estimé fois le nombre de jours hommes réalisés.

Provisions règlementées

Des provisions règlementées correspondant à des amortissements dérogatoires ont été constatées pour 106 049 € au 31 décembre 2015. Ces provisions correspondent à l'amortissements des frais d'acquisition.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour couvrir les risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui ont pu être estimés de façon fiable. Les provisions pour litige font l'objet d'une analyse au cas par cas.

En particulier dans le cadre de ses activités d'obtention de crédits d'impôt recherche et formation, la société est souvent amenée à justifier du bien fondé de ses calculs auprès de l'administration fiscale. Par conséquent, le risque de rétrocession des honoraires au client est plus élevé qu'au titre des autres activités fiscales. La société se prémunit contre ce risque par la constitution d'une provision pour garantie lorsque le client reçoit une notification de redressement fiscal. Cette provision pour garantie est fixée à 50% des honoraires facturés. Certains dossiers dont l'issue semble défavorable sont provisionnés à 100%.

Les provisions pour perte à terminaison sont constituées pour couvrir les pertes futures probables dans le cadre de notre activité C2E.

Les autres provisions pour risques correspondent principalement à la provision PSE, aux risques de litiges avec les tiers et aux risques sur les filiales.

Provisions pour indemnités de départ en retraite

Les engagements de retraites figurant au bilan sont évalués conformément aux dispositions de la recommandation n° 03-R-01 du CNC du 1er avril 2003.

La provision d'indemnités de départ en retraite est calculée, salarié par salarié, en tenant compte de l'actualisation des salaires, de la probabilité d'espérance de vie et de la présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite.

Hypothèses retenues :

- Taux d'actualisation de 3 % (inflation incluse)
- Taux de croissance des salaires : de 1 à 2 % en fonction de l'âge
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de turnover : de 2% à 9% pour les salariés de moins de 54 ans et nul au-delà

Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur

caractère inhabituel et de leur non-réurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle d'Alma Consulting Group.

AUTRES INFORMATIONS

Immobilisations incorporelles

Valorisation des fonds de commerce

Le principal fonds de commerce a été reçu en apport dans le cadre de la fusion absorption d'Alma CG par MACG France (devenu Alma Consulting Group).

Suite à la fusion et à la Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) réalisées au cours de l'exercice, les fonds de commerce ont augmenté de 32 787 K €. Cette variation correspond au mali technique de Lowendal Développement pour 5 951 K €, au mali technique de Lowendalmassai pour 5 152 K €, et aux fonds de commerce qui figuraient dans les comptes de Lowendalmasaï pour 21 684 K € y compris mali technique de 8 094 648 € issu de la fusion avec Lowendalmasaï.

La valeur brute totale au 31 décembre 2015 est de 113 696 K €.

Compte tenu des indices de perte de valeur constatés au 31 décembre 2015, un test de valeur sur le fonds de commerce a été réalisé par la société à partir de la méthode des cash flows actualisés. Ce test a conduit à une dépréciation du fonds de commerce de 25 789 K € comptabilisée en charge exceptionnelle en 2015 ramenant la valeur du fonds à zéro au 31 décembre 2015.

Les hypothèses retenues pour ce test étaient :

- o taux d'actualisation : 9,5 % correspondant au coût moyen pondéré du capital
- o taux de croissance à l'infini : 1%
- o Les calculs s'appuient sur un business plan élaboré par la direction générale et la direction financière et validé par le conseil de surveillance.

Immobilisations financières

Au 31 décembre 2015, des tests de valeur sur les titres et les créances des sociétés acquises ont été réalisés par la société à partir de la méthode des flux de trésorerie actualisés.

Les hypothèses utilisées ont été les suivantes :

- Taux d'actualisation de 9,5 % pour les entités CFC EXPERT et PCMG
- Taux de croissance à l'infini à 1 %
- Taux d'IS pour CFC EXPERT 33.3 %, pour PCMG 21 %.

Les calculs s'appuient sur un business plan élaboré par la direction générale et la direction financière et validé par le conseil de surveillance.

Au 31 décembre 2015, ce test entraîne une reprise de provision sur les titres PCMG pour 1 490 K € et une dotation complémentaire sur CFC Expert pour 2 135 K €.

Affacturage

En octobre 2015, la société a mis en place un contrat d'affacturage.

Les créances clients cédées au factor et non réglées figurent en « créances clients » et s'élèvent à 1 722 463 € au 31 décembre 2015.

Les autres créances s'élèvent à 1 929 787 € et se composent du fonds de garantie de 289 841 €, de la réserve de financement (créances cédées et non réglées donnant droit à un financement) de 1 429 817 € ainsi que de la réserve de définancement de 210 129 €.

La dette d'affacturage s'élève à 1 932 275 €.

Provision pour risques fiscaux

La société a fait l'objet de contrôles fiscaux relatifs aux exercices clos en 1995, 1996, 1997, 1998. La société conteste l'ensemble de ces redressements.

Au 31 décembre 2015, la provision pour contrôle fiscal s'élève à 160 K € et correspond d'une part aux intérêts de retard et majorations sur la partie non payée de ces redressements et d'autre part à une provision pour contrôle fiscal sur la société LM.

Variation des Capitaux Propres

Le bénéfice de 8 852 € a été affecté conformément au procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 19 mai 2015 en totalité au poste de report à nouveau.

A l'issue de la transmission universelle de patrimoine de Lowendalmasai, Ayming a procédé à une harmonisation des méthodes comptables avec cette dernière. En effet celle-ci ne comptabilisait pas ses engagements liés aux indemnités de départ à la retraite dans ses comptes, mais les présentait en engagement hors bilan. L'impact de ce changement de méthode comptable a été comptabilisé dans les capitaux propres.

Libellé compte	31/12/2014	Affectation du résultat N-1	Résultat N	Aug. De IC sur actions gratuites	IDR	Aug. De capital	Transfert vers réserve spécifique	Dotation amort. Dérog.	31/12/2015
Capital souscrit - appelé, versé	69 687	-	-	450		447	-	-	70 585
Primes de fusion	54	-	-	-		-	-	-	54
Réserve légale	6 969	-	-	-		-	-	-	6 969
Réserves spécifiques	-	-	-	(450)		-	531	-	80
Report à-nouveau (solde débiteur)	(6 018)	8 852	-	-	(480)	(447)	(531)	-	1 376
Pertes	-	-	(38 665)	-		-	-	-	(38 665)
Résultat	8 852	(8 852)	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux Propres	79 544	-	(38 665)	-	(480)	-	-	106	40 504

IDR changement de méthode

480

480

L'associé unique après avoir pris connaissance du projet de traité de fusion en date du 15 juin 2015 décide de procéder à une augmentation du capital social de la Société pour un montant 450 429.91 € par la création de 51 453 actions nouvelles.

L'assemblée générale du 30 septembre 2015 décide de procéder à une nouvelle augmentation du capital social de la Société d'un montant de 447.103,96 euros par la création de 51.083 actions ordinaires nouvelles. Suite à ces deux augmentations successives, le capital de la Société est donc porté à un montant de 70.584.912,72 euros, réparti en 8.064.546 actions de même valeur nominale chacune.

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

Conformément à la note d'information de l'ANC en date du 28 février 2013, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, la société a comptabilisé un CICE de 777 K€ en diminution des charges de personnel.

Le CICE a permis de réaliser, au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2015, un certain nombre de dépenses permettant à la société d'améliorer sa compétitivité et de maintenir une situation financière forte.

Intégration fiscale

Alma Consulting Group fait partie du périmètre fiscal dont la tête d'intégration fiscale est AL FIN.

Les résultats fiscaux de la société sont fiscalement intégrés dans le résultat d'ensemble du groupe AL FIN.

Les économies d'impôt résultant de cette intégration restent définitivement acquises à la société AL FIN.

Alma Consulting Group supporte et constate en comptabilité la seule charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration.

Eléments/postes du résultat entreprises liées

- Charges financières	5 342 €
- Produits financiers	3 907 502 €

A compter du 1er janvier 2015, le Compte Professionnel de Formation (CPF) va se substituer au DIF. Les heures de DIF acquises au 31 décembre 2014 devront être utilisées avant le 31 décembre 2020 de la même façon que s'il s'agissait d'heures acquises dans le cadre du CPF.

Engagements contractés auprès des établissements de crédit

La société garantit l'administration fiscale pour le paiement de ses redressements fiscaux. Le montant de l'engagement s'élève à 10 464 € au 31 décembre 2015.

La banque OBC s'est portée caution solidaire en faveur des bailleurs en garantie du paiement des loyers par la société. Le montant de l'engagement s'élève à 820 629 €

En contrepartie de ces engagements donnés, la société a nanti au profit de certaines banques une partie de ses SICAV de trésorerie pour un montant total de 58 381 €.

Alma Consulting Group apporte en nantissement la marque « ALMA CONSULTING GROUP » ainsi que tous autres nouveaux droits de propriété industrielle et intellectuelle acquis ou créés dans l'avenir.

Clause de retour à meilleure fortune

Par convention du 1er décembre 2009, la société ALMA CONSULTING GROUP a consenti à la société CRISTAL DECISIONS (ex VADEO) un abandon de créances en compte courant pour un montant de 262 563€ avec clause de retour à meilleure fortune.

Garantie donnée

Dans le cas d'une rupture de collaboration ou baisse substantielle de celle-ci avec le cabinet d'avocats Marvell (ex LSK) et ce à l'initiative du groupe Alma, ce dernier s'est engagé à respecter un délai de préavis de deux ans, pendant lequel il s'engage à maintenir au cabinet Marvell un chiffre d'affaires global égal à celui constaté sur l'année précédant la notification de la rupture.

Garantie reçue

Aux termes d'une convention de garantie de passif du 5 mars 2015, les vendeurs de Lowendal Développement se sont engagés à indemniser la société Alma Consulting Group de tout préjudice, coût, dommage, frais ou charges, en ce inclus les intérêts de retard ou pénalités éventuellement dus, effectivement et directement subis par Alma Consulting Group résultant :

- du caractère erroné et/ou inexact de l'une quelconque des déclarations et garanties générales
 - de toute diminution de l'actif de la société ayant une cause ou origine antérieure à la date d'arrêté des comptes de référence (31/12/14)
 - de tout passif de la société non ou insuffisamment comptabilisé ayant une cause ou une origine antérieure à la date d'arrêté des comptes de référence
- La responsabilité des Garants ne pourra être mise en cause qu'au titre de préjudice dont le montant unitaire est égal ou supérieur à 15K€ faisant l'objet d'un seuil de déclenchement fixé à 100K€ et d'une franchise fixée à 25 K€.

Le montant de la présente garantie est plafonné à 2 100K€.

Toute réclamation devra être notifiée avant le 5 mars 2017.

INFORMATIONS BILAN ET RESULTAT

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	88 257 662		36 950 722
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 820		
Installations générales, agenc., aménag.	4 872 370		1 382 858
Matériel de transport	13 061		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 293 192		2 212 365
Emballages récupérables et divers	24 000		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 204 443		3 595 223
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	89 384 359		6 572 786
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 392 827		303 109
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	90 777 185		6 875 895
TOTAL GENERAL	190 239 290		47 421 840

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		3 586 049	121 622 335	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			1 820	
Installations générales, agencements divers		1 387 402	4 867 826	
Matériel de transport			13 061	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 836 185	6 669 373	
Emballages récupérables et divers			24 000	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 223 586	11 576 080	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		16 286	95 940 858	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		257 478	1 438 458	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		273 764	97 379 317	
TOTAL GENERAL		7 083 399	230 577 731	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 167 466	4 935 037	3 554 799	4 547 704
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 744 357	1 860 500	1 384 743	3 220 114
Matériel de transport	8 673	983		9 656
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 582 544	2 530 403	1 791 307	5 321 641
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 335 574	4 391 887	3 176 050	8 551 411
TOTAL GENERAL	10 503 040	9 326 924	6 730 849	13 099 115

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre	106 049						106 049
TOTAL	106 049						106 049

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation:	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		106 049		106 049
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES		106 049		106 049
Provisions pour litiges	1 520 900	1 028 794	696 394	1 853 300
Provisions pour garanties données aux clients	18 662 547	3 856 945	4 696 545	17 822 947
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	3 708 398	480 433	1 084 083	3 104 748
Provisions pour impôts	133 014	27 433		160 447
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 946 542	15 444 869	1 644 954	15 746 457
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	25 971 402	20 838 474	8 121 976	38 687 900
Dépréciations immobilisations incorporelles	80 907 138	32 788 996		113 696 134
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	68 126 226	7 248 455	1 578 836	73 795 846
Dépréciations autres immobilis. financières	162 291			162 291
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	25 384 457	7 742 362	6 413 044	26 713 774
Autres dépréciations	1 360 503	3 229 796	493 326	4 096 973
DEPRECIATIONS	175 940 615	51 009 610	8 485 206	218 465 018
TOTAL GENERAL	201 912 017	71 954 133	16 607 182	257 258 967
Dotations et reprises d'exploitation		11 427 171	14 129 211	
Dotations et reprises financières		4 270 802	2 428 200	
Dotations et reprises exceptionnelles		34 238 027	49 771	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Situation et mouvements				Provisions à la fin de l'exercice
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
provision pour litige	1 520 900	1 028 794	507 479	188 915	1 853 300
provision pour garanties données aux clients	18 662 547	3 856 945	3 127 580	1 568 965	17 822 947
autres provisions pour risque	1 307 397	15 077 553	1 005 809		15 379 141
Provision pour perte à terminaison	639 146	367 316	639 145		367 317
provisions pour retraite	3 708 398	480 433		1 084 083	3 104 748
Provisions pour impôt	133 014	27 433			160 447
TOTAL	25 971 402	20 838 474	5 280 013	2 841 963	38 687 900

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	25 000		25 000
Prêts	15 668		15 668
Autres immobilisations financières	1 422 790		1 422 790
Clients douteux ou litigieux	35 878 053		35 878 053
Autres créances clients	67 713 673	67 713 673	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	69 394	69 394	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	5 856	5 856	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 996 488	1 996 488	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	831 009	831 009	
Groupe et associés	18 508 803	18 508 803	
Débiteurs divers	5 190 316	5 190 316	
Charges constatées d'avance	1 393 003	1 393 003	
TOTAL GENERAL	133 050 054	95 708 543	37 341 511
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	13 500		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	53 782		53 782	
Fournisseurs et comptes rattachés	12 398 193	12 398 193		
Personnel et comptes rattachés	12 069 725	12 069 725		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10 225 685	10 225 685		
Etat : impôt sur les bénéfices	3 647	3 647		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	17 640 820	17 640 820		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	37 421	37 421		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 218 764	1 500 000	1 718 764	
Groupe et associés	15 691 696	15 691 696		
Autres dettes	9 234 156	9 234 156		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	604 990	604 990		
TOTAL GENERAL	81 178 878	79 406 332	1 772 546	

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Eléments relevant de plusieurs postes de bilan

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		22 834 276	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	2 546 823	7 538 335	
Autres créances	3 906 042	17 608 748	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 224 373	1 628 806	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	10 961 202	4 719 189	

Produits à recevoir

Compte	Libellé	31/12/2015	31/12/2014	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4180000000	Clients - Produits non encore factu	23 368	22 168	1 200
4181000000	Clients - Factures à établir ...	14 327 756	18 670 794	-4 343 038
4181100000	Clients- FAE Groupe FRA	5 925 125		5 925 125
4181200000	Clients - FAE Groupe CEE	715 581		715 581
4181300000	Clients - FAE Groupe hors CEE	94 205		94 205
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		21 086 036	18 692 962	2 393 074
AUTRES CREANCES				
4098000000	Rabais, remises, ristournes à obten	113 220	211 200	-97 980
4387000000	Organismes sociaux - Produits à rec	-3 793		-3 793
4487000000	Etat - Produits à recevoir ...	146 260		146 260
4558000000	Associés - Comptes courants intérêt	11 970	11 970	
TOTAL AUTRES CREANCES		267 657	223 170	44 487
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS				
5187400000	Intérêts courus à recevoir CREDIT L		6 223	-6 223
5187500000	Intérêts courus à recevoir CREDIT A		29 506	-29 506
TOTAL BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS			35 729	-35 729
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		21 353 693	18 951 861	2 401 832

Charges à payer

Compte	Libellé	31/12/2015	31/12/2014	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
4080000000	Fournisseurs - Factures non parvenu	5 774 638	5 942 932	-168 294
4081000000	Factures non parvenues - Fournisseu	1 935 082	3 106 838	-1 171 756
4081100000	Fournisseurs - FNP Groupe FRA	2 224 374		2 224 374
4081200000	Fournisseurs - FNP Groupe CEE	269 332		269 332
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		10 203 425	9 049 769	1 153 656
AUTRES DETTES				
4198000000	Rabais, remises, ristournes à accor	3 615 492		3 615 492
4686000000	Charges à payer ...	2 229 899	2 258 943	-29 044
TOTAL AUTRES DETTES		5 845 391	2 258 943	3 586 448
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
4282000000	Personnel - Dettes prov. pour congé	3 507 308	3 047 247	460 061
4284000000	Personnel - Dettes prov. pour parti	300 619	268 936	31 683
4286000000	Personnel - Autres charges à payer	31 941	31 941	
4286100000	Personnel - Prov / Bonus ...	4 395 424	5 315 590	-920 166
4286300000	Personnel - Prov / Interesement ...		275 267	-275 267
4382000000	Organismes sociaux - Charges social	1 648 435	1 432 206	216 229
4386000000	Organismes sociaux - Autres charges	12 291	12 291	
4386100000	Organismes sociaux - Prov / Bonus ...	2 056 054	2 498 344	-442 291
4386110000	Taxe apprentissage	452 073	367 299	84 774
4386120000	Formation Professionnelle	442 657	410 110	32 547
4386130000	Effort construction	188 364	193 511	-5 147
4386140000	Taxe Handicapée	170 000	197 000	-27 000
4386150000	Organic	156 796	188 000	-31 204
4386300000	Organismes sociaux - Prov / Interes		83 777	-83 777
4386400000	Organismes sociaux - Prov / RSP ...	82 798	73 156	9 643
4486000000	Etat - Charges à payer ...	-683 287	-155 393	-527 894
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		12 761 473	14 239 284	-1 477 811
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
5186100000	Intérêts courus à payer HSBC ...		213	-213
5186200000	Intérêts courus à payer OBC ...		2 509	-2 509
5186300000	Intérêts courus à payer BNP EX FORT		343	-343
5186400000	Intérêts courus à payer CREDIT LYON		1 641	-1 641
5186500000	Intérêts courus à payer CREDIT AGRI		144	-144
5186600000	Intérêts courus à payer BRED ...		150	-150
5186800000	Intérêts courus à payer PALATINE ...		1 655	-1 655
5186900000	Intérêts courus à payer BANQUES DIV		180	-180
5186902000	Interets courus a payer s/Société G		269	-269
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT			7 104	-7 104
TOTAL CHARGES A PAYER		28 810 289	25 555 100	3 255 189

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2015	31/12/2014	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000000	Charges constatées d'avance ...	1 393 003	2 508 443	-1 115 440
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 393 003	2 508 443	-1 115 440
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48700000000	Produits constatés d'avance ...	-604 990	-651 289	46 300
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-604 990	-651 289	46 300

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	8 064 546			8,752496758

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		79 543 789
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		79 543 789
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		106 049
Autres variations	480 433	
Résultat de l'exercice	38 665 364	
	SOLDE	39 039 748
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		40 504 041

Ventilation du chiffre d'affaires en K€

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2015	Total 31/12/2014	%
BU-RH	51 822		51 822	59 239	-12,52 %
BU-FINANCE	34 224		34 224	46 134	-25,82 %
BU-ACHAT	4 820		4 820	4 047	19,10 %
BU-SUBVENTION	4 123		4 123	5 566	-25,93 %
AUTRES	6 033	46	6 079	5 761	5,52 %
TOTAL	101 022	46	101 068	120 747	-16,30 %

Transfert de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Appointements et charges sur salaires	253 858	
transfert de charges mutuelles et prévoyance	269 603	
formation fondecif	9 934	
divers	1 351	
TOTAL		534 746

Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant
Amendes et pénalités	186 902
Indemnités	366 560
Coûts liés à la restructuration	11 137 861
Autres coûts exceptionnels	810 100
VNC immob incorporelles et corporelles mises au rebut	78 787
Dot. aux prov. pour dépréciation fonds commercial	25 788 996
TOTAL	38 369 205

Nature des produits	Montant
Remboursement	10 019
Autres produits exceptionnels	399 025
TOTAL	409 044

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-476 096	-792	-475 304
Résultat exceptionnel à court terme	-37 960 161	-63 157	-37 897 004
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-293 544	-489	-293 055
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-38 729 801	-64 437	-38 665 364

ENGAGEMENTS FINANCIERS AUTRES INFORMATIONS

Effectif moyen

Effectifs		Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
employés		252	
cadres		602	
TOTAL		854	

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
AL FIN 1850 avenue des Grésillons 92230 Gennevilliers	sas	3 772 750	100,00 %

filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
Cristal Décisions (ex ALMAFI)	136 050	100	5 885 858	363 428	160 260
185, ave des Grésillons 92230 Gennevilliers	385 354	-	-	-	248 512
CFC EXPERT	5 768 768	100	69 167 782	9 963 411	11 312 410
185, ave des Grésillons 92230 Gennevilliers	10 366 969	2 788 299	9 808 217	-	949 927
AARTIST	10 000	100	10 000	1 782 984	262 481
185, ave des Grésillons 92230 Gennevilliers	2 160 707	-	-	-	717 636
PCMG Ltd	14 881 821	100	13 764 937	121 489	5 383 179
50 broadway, SW1H 0BL, London	1 341 652	-	10 248 535	-	409 070
ALMA CONSULTING GROUP UK	1	100	1	-	-
50 broadway, SW1H 0BL, London	-	-	1	-	-
ALMA CONSULTING LTD	18	99	-	-	-
5/4 rue Tchernichovsky, 92581 Jérusalem	-	-	-	-	-
AYMING BELGIUM	18 600	99.95	18 590	-	4 287 087
Avenue E. Van Nieuwenhuyse 6 -1160 Brussels, Belgique	1 848 888	399 785	18 590	-	1 378 027
AYMING ESPANA	260 101	100.00	1 618 381	-	6 647 885
Paseo de la Castellana 91 Planta 13 -28046 Madrid -Espagne	6 374 527	-	1 618 381	-	759 191
AYMING PORTUGAL	50 000	100	50 000	131 566	1 389 286
Rua Carlos Alberto da Mota Pinto, N° 17, 10°B 1070-313 Lisboa - Portugal	689 396	-	50 000	-	183 718
AYMING POLSKA	186 480	100	201 030	-	3 227 013
Moniuszki 1A, 00-014 Varsovie, Pologne	1 758 007	-	201 030	-	656 617
ALMA CONSULTING GROUP REPUBLIQUE TCHEQUE	7 400	100	8 160	-	1 500 009
Pøemyslovská 2845/43, Praha 3 – Rép. Tchèque	974 451	-	8 160	-	478 563
AYMING HONGARY	42 939	100	53 000	-	1 495 375
42 ut Rakoczi, Budapest 1052	2 106 199	-	53 000	-	320 713
ALMA 1	1	100	1	-	-
185 ave des Grésillons 92230 Gennevilliers	-	-	1	-	-
ALMA 2	1	100	1	-	-
185 ave des Grésillons 92230 Gennevilliers	-	-	1	-	-
AYMING NETHERLAND	18 000	100	976 026	-	189 871
WTC H-Toren, Zuidplein 36, 1077 XV, Amsterdam -Holande	106 674	-	-	-	130 156
AYMING Deutschland	25 000	100	25 000	-	1 914 039
Am Wehrhahn 50 - 40211 Düsseldorf	317 813	-	25 000	-	94 380
AYMING Italia	20 000	100	157 760	-	4 341 820
Via Antonio da Recanate, 1 - 20124 Milano (MI)	63 086	-	-	-	154 102
Alma Consulting Group UK(ex Lowendalmasai UK)	1 543	100	89 101	-	4 140 874
5th Floor Bridewell Gate - 9 Bridewell Place - London – EV 4V 6AW	869 952	-	89 101	-	1 509 649
Lowendalmasai KK	75 477	100	3 691 041	-	1 020 513
Kitasando DT Bldg. 5F 4-16-7, Sendagaya 4-chome Shibuya Ward – Tokyo	517 043	-	-	-	331 883
Ayming Business (Shanghai) Consulting	187 492	100	150 000	-	415 859
N°666, fushou Road Huaxinhaixin Building, 15F2 Shanghai 200001 - Chine	1 391 685	-	-	-	225 122

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			-38 665 364
Impôt sur les bénéfices			-64 437
RESULTAT AVANT IMPOT			-38 729 801
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	106 049		106 049
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	106 049		106 049
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			-38 623 752

ETATS FISCAUX COMPLEMENTAIRES

REINTEGRATIONS		BENEFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE	
Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu			
Rémunération conjoint	- part déductible	à réintégrer	
Avantages personnels non déductibles (sauf amortissements)		Amort. Excédent. (art. 39-4 CGI) et autres amort. non déductibles	237 230
Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art.39-4 du CGI		Taxe sur les voitures particulières des sociétés (entreprise à l'IS)	92 191
Provisions et charges à payer non déductibles	29 506 702	Charges à payer liées à des états non coopératifs	29 651 254
Amendes et pénalités	144 552	Charg. Financ. (212bis)	
Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI			
Impôt sur les sociétés			-64 437
Quote-part			
Bénéfices réalisés par société de personnes ou un		Résultat art.209B	
Moins-values nettes à long terme relevant du taux de 15 % ou 19 % (ou 16 % : pour l'I.R.)			
Moins-values nettes à long terme relevant du taux de 0 %			
Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieures	- plus-values nettes à court terme		1 842 602
	- plus-values soumises au régime des fusions		
Ecart de valeurs liquidatives sur OPCVM			
Réintégrations diverses	Intérêts excédentaires	Zones entreprises	35 955
Déficit étranger antérieurement déduit par les PME		Quote part PV à taux 0	
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage			
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel au tonnage			
TOTAL REINTEGRATIONS			31 794 795
DEDUCTIONS		PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE	
Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un GIE			
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées et réintégrées dans les résultats			
	- imposées au taux de 15 % (ou 16 % : entreprises soumises à l'I.R.)		1 831 192
Plus-values nettes à long terme	- imposées au taux de 0 %		
	- imposées au taux de 19 %		
	- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures		
	- imputées sur les déficits antérieurs		
Autres plus-values imposées au taux de 19 %			
Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée			
Régime stés mères et filiales : produit net actions, parts d'intérêts quote-part à déduire			194 404
3 693 680			
Dédution autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-Mer			
Majoration d'amortissements			
Abattement sur bénéfice et exonérations			
	Reprise d'entreprises en difficultés	Entreprises nouvelles	
	Jeunes entreprises innovantes	Pôle de compétitivité	
Sociétés investissements immobilier côtées		Restruct. Défense	
	Zone franche urbaine	Bassin emploi à redyn.	
	Revitalisation rurale	Zone franche d'activités	
Ecart de valeurs liquidatives sur OPCVM			445
Déductions diverses	Créance dégagée par le report en arrière du déficit		6 192 607
	Dont déduction exceptionnelle pour investissement		
Dédution des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage			
TOTAL DEDUCTIONS			50 383 288
RESULTAT		BENEFICE	DEFICIT
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables			18 588 492
Déficit de l'exercice reporté en arrière			
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice			
RESULTAT FISCAL			18 588 492

SUIVI DES DEFICITS

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent	913 135
Déficits imputés	
Déficits reportables	913 135
Déficit de l'exercice	
Total des déficits restant à reporter	913 135

INDEMNITES POUR CONGES A PAYER, CHARGES CORRESPONDANTES Dotations exercice

Indemnités pour congés à payer et charges correspondantes (art.39.1, al.1)	5 155 743
--	-----------

PROVISIONS ET CHARGES A PAYER NON DEDUCTIBLES Dotations exercice Reprises exercice

Indemnités pour congés payés et charges correspondantes (art.39.1, al.2)		
Provisions pour risques et charges	3 017 697	1 133 854
Provisions pour dépréciations	25 788 996	
Charges à payer	700 009	697 338

TOTAUX	29 506 702	1 831 192
---------------	-------------------	------------------

CONSEQUENCES DE LA METHODE PAR COMPOSANTS Début d'exercice Imputations Fin d'exercice

Montant de la réintégration ou de la déduction		
--	--	--

TABLEAU D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE PRECEDENT			31/12/2014
ORIGINES			
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice précédent			-6 018 160
Résultat de l'exercice précédent			8 852 019
Prélèvements sur les réserves			
TOTAL I			2 833 859
AFFECTATIONS			
Affectations aux réserves	- Réserve légale		
	- Autres réserves		
Dividendes			1 458 341
Autres répartitions			1 375 518
Report à nouveau			
TOTAL II			2 833 859
DISTRIBUTIONS			
Sommes distribuées devant donner lieu au paiement de la contribution			
RENSEIGNEMENTS DIVERS		31/12/2015	31/12/2014
ENGAGEMENTS			
Engagements de crédit-bail mobilier			
Prix de revient des biens pris en crédit-bail			
Engagements de crédit-bail immobilier			
Effets portés à l'escompte et non échus			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES			
Sous-traitance		1 831 993	1 776 034
Locations, charges locatives et de copropriété		9 739 919	10 432 996
Loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois	8 105 034		
Personnel extérieur à l'entreprise		354 239	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires, hors rétrocessions		17 040 525	16 804 887
Retrocessions d'honoraires, commissions et courtages			
Autres comptes		8 938 648	10 330 429
Dont cotisations versées aux organisations syndicales et prof.			
TOTAL		37 905 323	39 344 346
IMPOTS ET TAXES			
Taxe professionnelle		1 415 216	1 754 798
Autres impôts et taxes, dont taxe intér.produits pétroliers		1 519 137	1 473 966
TOTAL		2 934 353	3 228 764
T.V.A.			
Montant de la T.V.A collectée		23 085 605	22 201 025
Montant de la T.V.A déductible sur biens et services, hors immobilisations		7 190 887	8 141 257
DIVERS			
Montant brut des salaires figurant sur la DADS1 ou modèle 2460		41 777 615	
Plus-value en franchise d'impôt, première option pour le régime simplifié			
REGIME DE GROUPE			
Société : résultat hors groupe	-18 588 492P-V 15 %	P-V 0 %	
	P-V 19 %	Imputations	
Groupe : résultat d'ensemble	-18 768 752P-V 15 %	P-V 0 %	
	P-V 19 %	Imputations	
	Mère, filiale	2	N°SIRET sté mère 80820739300014
Numéro du centre de gestion agréé			
Effectif moyen, dt apprentis	5 handicapés	854	875
Effectif aff. à l'activité artisanale	handicapés		
Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés		0,02	0,26
Filiales et participations : liste prévue par l'article 38 II, annexe III du CGI jointe à la déclaration			

AYMING
Société par actions simplifiée au capital de 70 584 912,72 €
Siège social : 12/14/16, rue Sarah Bernhardt – 92600 Asnières-sur-Seine
414 119 735 RCS Nanterre

**AFFECTATION DU RESULTAT DE L'ASSEMBLEE
GENERALE DU 19 MAI 2016**

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir rappelé que le résultat déficitaire de l'exercice s'élève à un montant de 38 665 364 €, décide d'affecter le déficit de l'exercice de la manière suivante :

- en totalité au poste « report à nouveau » soit 38 665 364 €

Compte tenu de cette affectation, le compte « Report à Nouveau » ressortirait à un nouveau montant de (37 289 846) euros et les capitaux propres de la Société ressortiraient à un nouveau montant de 40 504 043 euros.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le	Dividende distribué	Abattement forfaitaire pour les actionnaires et ayants droit
31 décembre 2014	Néant	Actionnaire non éligible à l'abattement
31 décembre 2013	Néant	Actionnaire non éligible à l'abattement
31 décembre 2012	Néant	Actionnaire non éligible à l'abattement

Cette résolution est adoptée à l'unanimité



Le Président
Hervé Amar